



L'ÉDUCATION SECONDAIRE EN AFRIQUE :
PRÉPARER LES JEUNES À L'AVENIR DU TRAVAIL
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

JUILLET 2020



POURQUOI L'ÉDUCATION SECONDAIRE ? POURQUOI MAINTENANT ?

La main-d'œuvre mondiale sera de plus en plus africaine.

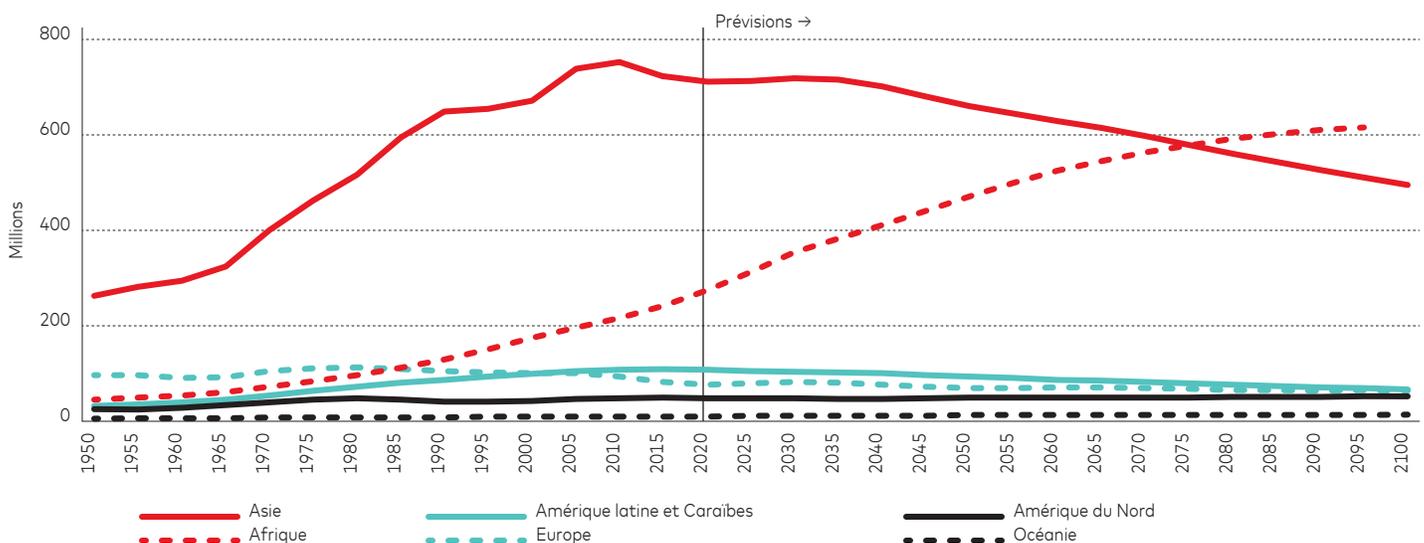
L'Afrique est actuellement le continent le plus jeune du monde et continuera à l'être au cours des prochaines décennies. D'ici 2075, la population africaine comptera davantage de jeunes que celles de l'Inde et de la Chine réunies¹. La population jeune et croissante d'Afrique place le continent en bonne position pour réaliser ce dividende démographique. Une éducation secondaire fournissant aux jeunes, et en particulier aux jeunes femmes, les compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail mondial jouera un rôle crucial pour réaliser ce potentiel.

Faire en sorte que les jeunes Africains trouvent un emploi ou assurent leur propre subsistance est l'une des tâches les plus importantes auxquelles les responsables politiques africains font face aujourd'hui. Les jeunes devront posséder les connaissances et les compétences recherchées par les employeurs pour trouver un emploi, mais aussi celles pour réussir en tant qu'entrepreneurs. La majorité des jeunes, dans un avenir proche, devra trouver un emploi dans le secteur informel.

La transition numérique, l'automatisation et les progrès technologiques changent la nature du travail à l'échelle mondiale, y compris en Afrique. Ces tendances vont accentuer les incertitudes et accélérer les changements, et il sera de plus en plus important pour les jeunes d'avoir acquis des compétences leur permettant de s'adapter, de faire preuve de résilience et de résoudre les problèmes de manière créative. Aider les jeunes à développer ces compétences stimulera la productivité aussi bien dans le secteur formel qu'informel, augmentera les revenus et accélèrera potentiellement la transformation économique.

C'est par l'enseignement secondaire que les jeunes Africains pourront entrer sur le marché du travail. La grande majorité des jeunes Africains quitte le système d'éducation et entre dans le monde du travail avant d'entrer dans l'enseignement supérieur. En Afrique subsaharienne, sur les 98 pour cent de jeunes inscrits au niveau primaire, seuls neuf pour cent atteignent l'enseignement supérieur et seuls six pour cent obtiennent leur diplôme². S'il est toujours crucial de préparer les élèves à l'enseignement supérieur, il va de plus en plus falloir compter sur les systèmes d'éducation secondaire pour préparer les jeunes à subvenir à leurs besoins et à vivre une vie épanouie en tant que citoyens du monde.

L'AFRIQUE EST LA SEULE RÉGION DU MONDE OÙ LA POPULATION DES JEUNES (DE 15 À 24 ANS) AUGMENTE



Source : base de données de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES de l'ONU), consultée en août 2019.

COVER: Mastercard Foundation and Equity Group Foundation Wings to Fly Scholars at a ceremony in Kenya.

L'enseignement secondaire contribue à une croissance économique généralisée en améliorant la productivité de la main-d'œuvre. Cela est surtout vrai dans le secteur informel, où les travailleurs indépendants sont particulièrement vulnérables, car ils font face à des obstacles majeurs qui les empêchent de prospérer : mauvais accès aux financements, aux marchés, aux technologies et aux compétences indispensables à leur réussite. De plus, l'acquisition de ces compétences est cruciale pour que la jeunesse africaine sache tirer parti des nouvelles possibilités que leur offre notre monde, qui est de plus en plus automatisé, connecté et tourné vers le numérique.

L'enseignement secondaire est essentiel si l'on souhaite atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que les Objectifs de développement durable fixés pour 2030. Investir dans une meilleure éducation et dans la dynamisation de l'emploi permettra aux jeunes d'aujourd'hui de concrétiser mieux que personne la vision de transformation économique élaborée par les dirigeants africains d'aujourd'hui : une vision favorisant la croissance inclusive soutenue par des investissements dans le capital humain, dans les sciences, dans les technologies et dans l'innovation.

La démocratisation d'une éducation secondaire de qualité et adaptée aux réalités actuelles constitue un défi sans précédent, mais l'éducation secondaire a la capacité de se transformer si des investissements sont réalisés maintenant. Avec l'augmentation réussie du taux d'inscriptions et du nombre d'élèves terminant le cycle primaire, une part croissante de la population (qui elle-même ne cesse d'augmenter) atteint un stade où elle sera prête à amorcer la transition vers l'éducation secondaire. Pourtant, le développement de l'éducation secondaire se déroulera dans un contexte où des lacunes existent encore à l'école primaire en matière d'inscription et de réussite scolaire, et marqué par une explosion démographique ainsi que par des budgets de plus en plus restreints en raison de facteurs limitant la croissance économique dans la région. Ces facteurs rappellent qu'il est urgent d'identifier les stratégies prometteuses permettant de démocratiser l'accès à un enseignement secondaire de qualité et adapté aux réalités de l'Afrique. La prochaine étape consiste à ouvrir les portes à un enseignement secondaire pertinent et de qualité en s'appuyant sur la réussite des gouvernements africains en ce qui concerne l'élargissement de l'accès à l'éducation primaire. Il est temps de repenser les compétences dont les jeunes ont besoin et de garder ces compétences à l'esprit durant la refonte des systèmes scolaires.

Now is the time to rethink what skills young people require, and to intentionally design secondary education systems with those skills in mind.

AMÉLIORER LA PERTINENCE DES PROGRAMMES POUR FAVORISER L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES

Les économies africaines évoluent, et les jeunes doivent désormais acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances adaptées aux tendances et aux défis qui caractérisent l'avenir du travail. Les compétences essentielles comptent notamment les compétences fondamentales en lecture, en écriture et en calcul, les compétences du XXI^e siècle, les compétences numériques et les compétences et connaissances dans les domaines des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques), qui sont une condition fondamentale de l'innovation ainsi qu'un excellent moyen de développer son esprit critique et d'apprendre à résoudre des problèmes. Des compétences techniques seront requises dans les secteurs formel et informel. Les compétences en entrepreneuriat sont également cruciales, car elles permettent aux jeunes de créer leur propre activité professionnelle et de prospérer dans une économie largement informelle. Les compétences nécessaires pour réussir au travail permettent aux jeunes de réaliser une transition efficace vers un travail digne et gratifiant, et de le conserver.

Les employeurs du secteur formel, comme ceux du secteur informel attendent de plus en plus de leurs employés qu'ils maîtrisent les technologies numériques et possèdent les compétences du XXI^e siècle : esprit critique, communication, résolution des problèmes de manière créative, résilience et esprit d'équipe. Le manque de compétences du XXI^e siècle semble freiner de plus en plus la croissance des entreprises et la transformation économique³. En outre, l'acquisition de ces compétences profitera à l'ensemble de la société. En effet, les compétences nécessaires dans le monde du travail ont désormais tendance à se confondre avec la capacité à acquérir des connaissances, à se responsabiliser et à participer activement à la vie citoyenne.⁴



Des élèves prennent des notes durant un cours par le biais du partenariat de la Mastercard Foundation avec STIR Education afin d'améliorer l'apprentissage par l'innovation en classe.

De nombreux gouvernements africains ont pris des mesures visant à réformer les programmes scolaires au profit de programmes fondés sur les compétences, qui prévoient de favoriser l'acquisition du savoirfaire et des compétences en phase avec le monde du travail actuel. . D'autres gouvernements ont révisé leurs programmes en les adaptant aux ambitions nationales de développement. Ces réformes consistent généralement à revoir l'importance accordée à certaines matières (telles que les sciences, les mathématiques et les langues mondiales), à intégrer aux programmes certaines questions contemporaines importantes, telles que la durabilité environnementale ou la paix et la tolérance, et à développer l'enseignement technique et professionnel. Pour réussir les réformes des programmes scolaires, il faut impérativement éviter de surcharger ces programmes, mais aussi investir notamment dans de nouvelles ressources pédagogiques et dans la formation des enseignants.

Les activités parascolaires et périscolaires sont un moyen efficace, et pourtant souvent négligé, de favoriser l'acquisition des compétences du XXIe siècle. Les concertations menées auprès des jeunes et des enseignants pour les besoins du présent rapport insistent sur l'idée que les activités parascolaires et périscolaires ont le potentiel de transformer la vie des jeunes. Dans plusieurs pays de l'OCDE, il a été démontré que les activités parascolaires et périscolaires contribuent grandement à améliorer les résultats sociaux et scolaires des jeunes marginalisés.⁵

Les systèmes scolaires efficaces sont ceux qui harmonisent leurs programmes, leurs pédagogies et leurs évaluations, de sorte que les différents éléments du système visent des objectifs éducatifs commun. Dans la plupart des pays d'Afrique, les réformes des programmes scolaires précèdent la révision des méthodes d'évaluation. La prochaine étape, indispensable, consiste à réformer les évaluations de façon qu'elles renseignent davantage sur les méthodes d'apprentissage, qu'elles évaluent la mise en pratique des connaissances plutôt que leur simple acquisition, et qu'elles renforcent les pratiques pédagogiques afin de soutenir l'apprentissage de l'ensemble des compétences.



Pour réussir les réformes des programmes scolaires, il faut impérativement éviter de surcharger ces programmes, mais aussi investir notamment dans de nouvelles ressources pédagogiques et dans la formation des enseignants.

GARANTIR UN CORPS ENSEIGNANT TRÈS QUALIFIÉ

Plus de 10 millions de nouveaux enseignants du secondaire seront nécessaires d'ici à 2030 pour répondre à la demande en éducation secondaire sur le continent.⁶ En raison de l'expansion rapide des différents systèmes scolaires, beaucoup d'enseignants ne sont pas qualifiés. Les enseignants doivent être mieux préparés, non seulement à enseigner le savoir, mais également à développer des pédagogies permettant de transmettre à leurs élèves les compétences du XXI^e siècle et à intégrer les compétences numériques tout au long du processus d'enseignement et d'apprentissage.

Assurer la présence d'enseignants hautement qualifiés dans les salles de classe est l'un des investissements les plus stratégiques qu'un pays peut réaliser afin de permettre à tous les élèves d'acquérir les compétences dont ils auront besoin dans la vie active.⁷ Avec l'adoption de programmes fondés sur les compétences, mis en œuvre par des enseignants formés à des méthodes interactives axées sur l'apprenant, la qualité de l'enseignement prend encore plus d'importance que lorsque les programmes n'étaient axés que sur l'acquisition des connaissances⁸. Par conséquent, il est nécessaire de transformer en profondeur le recrutement et la formation des enseignants pour que les jeunes bénéficient d'un enseignement secondaire de qualité, adapté aux réalités actuelles.

Les meilleurs systèmes d'éducation au monde ont réussi à élever l'enseignement au rang des professions de prestige attirant des étudiants aux bons parcours universitaires et très motivés à enseigner et à développer leur pratique conformément aux normes professionnelles élevées. En revanche, de nombreux systèmes d'éducation africains luttent pour attirer des candidats qualifiés dans une profession dont le statut et le salaire relatif ont chuté ces dernières années, et qui est perçue comme ayant des perspectives de promotion relativement limitées.⁹

Améliorer la qualité de l'enseignement mènera à un cercle vertueux : investir dans une formation initiale de qualité pour les enseignants, dans un accompagnement efficace des enseignants débutants et chevronnés et dans une direction d'établissement performante permettrait d'améliorer les acquis d'apprentissage. Le système deviendra alors plus rentable grâce à une diminution du nombre de redoublements et à une meilleure sélection des enseignants entrant dans la profession. Améliorer la qualité de la formation initiale est un point d'intervention stratégique essentiel pour améliorer la qualité de l'enseignement et des apprentissages, et pour permettre un meilleur d'acquisition des compétences des élèves.¹⁰

PROPOSER DES PARCOURS FLEXIBLES À GRANDE ÉCHELLE

De nombreux jeunes en âge d'étudier au secondaire n'empruntent pas un parcours scolaire linéaire. **En Afrique subsaharienne, 65 millions de jeunes en âge d'étudier au secondaire ne fréquentent pas l'école actuellement.**¹¹ Les jeunes démunis subissent souvent des pressions considérables qui les contraignent à quitter le système scolaire afin de chercher un travail et de contribuer aux besoins de leur famille. Les jeunes touchés par les conflits ou par le changement climatique doivent souvent interrompre leur éducation pour chercher refuge ou trouver de nouveaux moyens d'existence. Les jeunes femmes font face à des pressions supplémentaires qui les empêchent de terminer leur éducation.

Peu de parcours, pour ne pas dire aucun, existent entre l'enseignement et formation technique et professionnels (EFTP) et l'enseignement général dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Une fois qu'un élève s'inscrit dans un parcours technique, pendant ou après le premier cycle du secondaire, rares sont les possibilités qui lui sont offertes de rejoindre à nouveau l'école secondaire générale ou d'être accepté dans une université non technique. Cette rigidité contribue au statut inférieur de l'EFTP aux yeux des élèves et des parents. L'EFTP est souvent considéré comme un « cul-de-sac », une solution de repli pour les élèves à qui l'enseignement général n'a pas réussi. Des parcours peuvent être créés par l'entremise de « procédures d'admission et d'orientation souples, l'accumulation et du transfert de crédits et grâce à des programmes de transition et d'équivalence qui sont reconnus et accrédités par les autorités compétentes »¹²

Les programmes d'éducation et de formation alternatives répondant aux besoins des jeunes non scolarisés ou qui quittent prématurément le système scolaire sont limités (ils sont peu nombreux et peu ambitieux) et doivent être harmonisés aux cursus normaux afin de faciliter la réintégration au système formel. Bien qu'ils contribuent à combler une lacune, et que leur capacité à proposer des méthodes d'enseignements innovatrices pour les compétences du XXI^e siècle soit précieuse, peu de ces programmes alternatifs ont l'envergure permettant de répondre aux besoins d'un grand nombre de jeunes non scolarisés.

En cartographiant et mesurant les compétences acquises, les cadres nationaux de certification (CNC) permettent aux jeunes de faire la transition entre formation informelle et enseignement formel. Les CNC favorisent une approche plus modulaire de l'éducation en permettant aux jeunes de recevoir la formation et l'accréditation pour les compétences spécifiques requises à un moment précis de leur cheminement scolaire, lorsqu'ils ont le temps et les ressources financières nécessaires, et de manière à ce qu'ils puissent constituer l'ensemble de leurs qualifications au fil du temps. En intégrant un système de reconnaissance de l'apprentissage antérieur, les CNC permettent également de valider les compétences techniques des travailleurs du secteur informel, ce qui multiplie leurs perspectives d'emploi et leurs chances d'améliorer leur rémunération ainsi que leurs possibilités de poursuivre leur formation.¹³



Les cadres nationaux de certification permettent de valider les compétences techniques des travailleurs informels, ce qui améliore leurs perspectives d'emploi et leur rémunération

RÉFORMER L'ÉDUCATION SECONDAIRE POUR PRÉPARER LES JEUNES À L'AVENIR DU TRAVAIL

Renforcer et réformer les systèmes d'éducation afin de garantir un enseignement pertinent et de qualité pour tous est une entreprise longue et complexe qui suppose un investissement et un engagement soutenu. Toutefois, malgré sa difficulté, cette tâche n'est pas insurmontable. Des études menées en Sierra Leone et au Sénégal ont montré que certaines réformes d'envergure portent déjà leurs fruits : hausse de l'assiduité scolaire, augmentation du taux d'achèvement et réduction des iniquités. Jusqu'à présent, il a été plus difficile pour l'Afrique de réaliser des progrès durables menant à une amélioration des débouchés qu'offrent les apprentissages.

Les études menées ont montré que plusieurs conditions sont indispensables à la réussite des réformes, dont une vision et une volonté politiques aux plus hauts niveaux, démontrées par des politiques claires et l'accès aux ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces réformes ; de vastes alliances appuyant les efforts de réforme ; une attention toute particulière portée aux iniquités ; l'établissement de partenariats avec le secteur privé, la société civile et les institutions internationales ; l'appui des décisions sur des données probantes ; une définition claire des rôles et des responsabilités de chacun et l'assurance que les différents acteurs se portent garants des résultats.

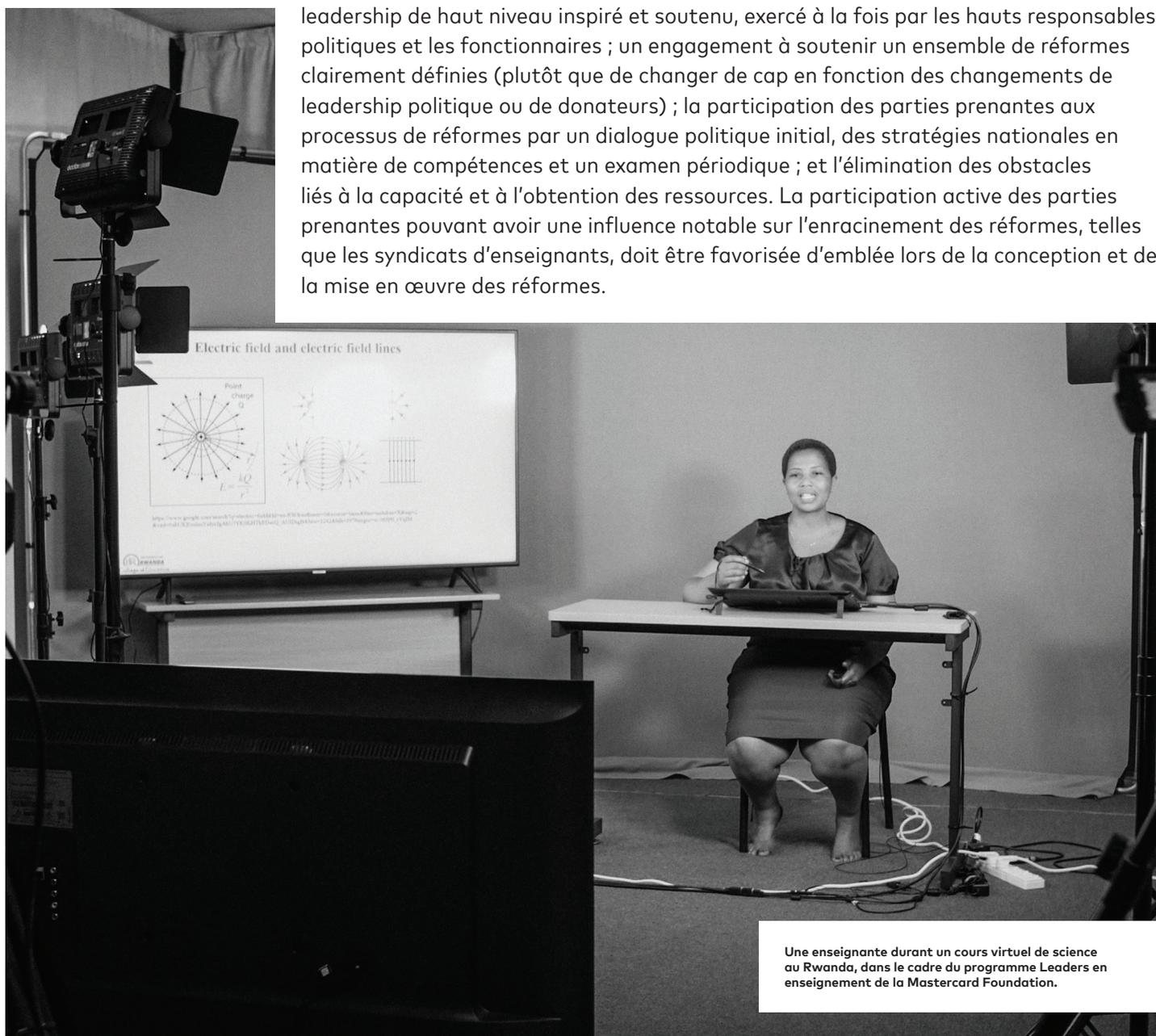
Étant donné la rapidité des changements sociaux et économiques actuels, l'innovation dont le but est de réinventer et de transformer l'éducation secondaire sera de plus en plus nécessaire à l'avenir. Outre la nécessité d'investir et de s'engager politiquement de façon durable pour que les réformes se poursuivent pendant plusieurs décennies, il faudra trouver des façons d'entremêler expérimentation et innovation afin de favoriser des solutions évolutives et inspiratrices. Il est important de reconnaître toutefois que ce que l'on nomme « innovation » comprend à la fois des ajustements, améliorations ou changements progressifs et des virages plus radicaux par rapport aux pratiques actuelles.

Si le gouvernement se transforme en incubateur et en moteur de l'innovation en éducation, il devient alors plus facile de faire accepter et de concrétiser les nouvelles idées.

L'une des approches possibles consiste à permettre aux gouvernements de piloter, d'évaluer et de déployer plus facilement les innovations. Une autre approche consiste à aider les gouvernements à créer un environnement plus propice à l'innovation : un leadership qui soutient clairement l'innovation, une culture d'ouverture où l'échec a également sa place, des pôles d'innovation au sein ou en dehors des ministères de l'Éducation, des partenariats avec des innovateurs non gouvernementaux, des réseaux d'apprentissage et l'obtention des ressources adéquates. Le passage de la phase d'essai au déploiement est essentiel pour que l'innovation ait un impact systémique.

Transformer l'éducation secondaire pour préparer les jeunes à l'avenir du travail impliquera une grande série de réformes, certaines étant sûrement plus populaires que d'autres sur le plan politique.

Ces dynamiques se dérouleront différemment en fonction des pays, selon notamment le discours politique d'ensemble, le contexte économique et la nature actuelle du système d'éducation. Faire avancer les réformes nécessitera d'adopter une approche multidimensionnelle et pourrait inclure : un leadership de haut niveau inspiré et soutenu, exercé à la fois par les hauts responsables politiques et les fonctionnaires ; un engagement à soutenir un ensemble de réformes clairement définies (plutôt que de changer de cap en fonction des changements de leadership politique ou de donateurs) ; la participation des parties prenantes aux processus de réformes par un dialogue politique initial, des stratégies nationales en matière de compétences et un examen périodique ; et l'élimination des obstacles liés à la capacité et à l'obtention des ressources. La participation active des parties prenantes pouvant avoir une influence notable sur l'enracinement des réformes, telles que les syndicats d'enseignants, doit être favorisée d'emblée lors de la conception et de la mise en œuvre des réformes.



Une enseignante durant un cours virtuel de science au Rwanda, dans le cadre du programme Leaders en enseignement de la Mastercard Foundation.

FINANCEMENTS FONDÉS SUR L'ÉQUITÉ

De nouvelles ressources substantielles seront nécessaires pour que l'ensemble des jeunes d'Afrique subsaharienne aient accès à une éducation secondaire qui les prépare à l'avenir du travail. La Commission pour l'éducation estime qu'un investissement annuel total de 175 milliards de dollars américains (4,5 pour cent du PIB) est nécessaire d'ici 2050 pour atteindre un taux d'inscription au secondaire des jeunes d'Afrique subsaharienne approchant 100 pour cent. Cette somme est nettement plus importante que le budget de 25 milliards de dollars (2 pour cent du PIB) alloué en 2015 aux premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne¹⁴. En plus d'accorder davantage de ressources à l'éducation, il convient de fournir des efforts pour faire des économies, mobiliser d'autres acteurs et utiliser plus stratégiquement l'aide publique au développement. Cependant, on ne doit pas investir dans l'enseignement secondaire au détriment de l'enseignement primaire, où les taux d'inscription ont augmenté sans pour autant atteindre 100 pour cent, et où de nombreux défis restent à relever.

L'Afrique voit émerger un nombre croissant de mécanismes de financement alternatifs et novateurs permettant de mobiliser de nouvelles ressources substantielles pour le secteur de l'éducation, en particulier en provenance du secteur privé. Parmi ces mécanismes figurent des expériences existantes s'appuyant sur les contrats à impact, mais aussi de nouvelles initiatives telles que l'Education Outcomes Fund, la Facilité financière internationale pour l'éducation et l'Africa Education Fund. Réduire le coût des transferts de fonds pourrait également dégager des ressources pour l'éducation dans le budget des ménages.

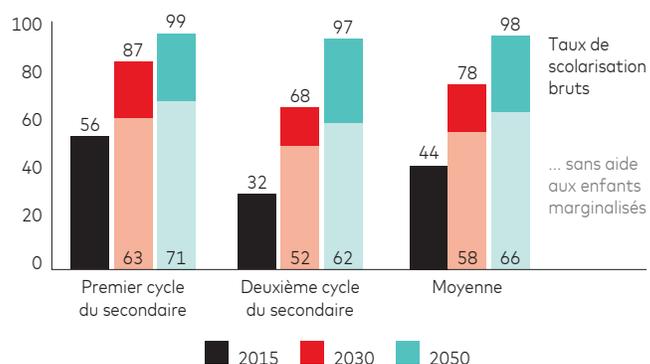
Il est nécessaire d'identifier les économies possibles dans les dépenses actuelles effectuées en éducation afin de libérer des ressources supplémentaires. Les principaux domaines permettant de débloquer des ressources sont les suivants : amélioration de la répartition et de l'utilisation des enseignants, réduction du coût unitaire de la prestation de l'éducation secondaire, résolution du problème du taux élevé de redoublement et de la fragilité des acquis et amélioration de la gestion des systèmes d'éducation.

De nombreux gouvernements adoptent la gratuité de l'éducation secondaire de premier cycle. Ce type de réforme, bien qu'important, a cependant rarement profité aux élèves les plus démunis. En effet, comme les élèves vivant dans la pauvreté et marginalisés quittent souvent le système scolaire avant d'avoir terminé l'école primaire, ils ne bénéficient pas des politiques en faveur de la gratuité de l'enseignement au premier cycle du secondaire. Bien souvent, ceux qui terminent le cycle primaire n'ont pas les moyens de suivre le premier cycle du secondaire, même lorsque l'enseignement est gratuit, à cause des frais directs et indirects liés à leur scolarisation : frais d'adhésion à une association de parents et enseignants, achat d'un uniforme, achat de manuels scolaires, coût des transports, etc.

Des études montrent que les financements fondés sur l'équité, les bourses d'études ciblées en fonction des besoins et les transferts de fonds à l'intention des plus démunis peuvent leur ouvrir l'accès à l'enseignement secondaire. Ces stratégies peuvent se révéler efficaces dans les pays où le premier cycle de l'enseignement secondaire est payant, comme dans ceux où il est gratuit. Cependant, pour que les fonds profitent à ceux qui en ont le plus besoin, ces stratégies doivent s'appuyer sur des données, des politiques et une participation communautaire solides.

Des progrès sont possibles. Des modélisations réalisées par la Commission pour l'éducation montrent que si tous les pays d'Afrique subsaharienne se développaient au même rythme que les 25 pour cent des pays les plus performants du continent et investissaient plus particulièrement dans l'expansion de l'accès aux plus marginalisés, 100 millions d'élèves de plus pourraient accéder à l'éducation secondaire et achever leurs études d'ici 2050. Cela nécessite de mettre en place des réformes et d'attribuer 30 pour cent de plus des dépenses budgétaires aux élèves et aux établissements du premier cycle du secondaire des districts marginalisés, et 40 pour cent de plus aux élèves et aux établissements du deuxième cycle du secondaire des districts marginalisés. Ce type de dépenses supplémentaires pour les élèves et districts marginalisés est inclus dans l'investissement annuel de 175 milliards de dollars recommandé par la Commission pour l'éducation afin d'atteindre ces objectifs d'ici 2050.¹⁵

PROJECTION DES TAUX DE SCOLARISATION BRUTS D'ICI 2050 PROJECTION AVEC ET SANS SUBVENTIONS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DES ENFANTS MARGINALISÉS



Source : Commission pour l'éducation, « Costing and Financing Secondary Education », note d'information sur les résultats du modèle d'estimation des coûts de la Commission pour l'éducation élaborée pour le rapport de la Mastercard Foundation, « Éducation secondaire en Afrique : préparer les jeunes à l'avenir du travail » (New York : Commission pour l'éducation, mai 2019).



Un élève aide un enseignant à faire une démonstration durant un cours de science au Rwanda, dans le cadre du programme Leaders en enseignement de la Mastercard Foundation.

MESURES PRÉCONISÉES

1. Proposer une vision et un leadership politiques aux plus hauts niveaux afin de soutenir les investissements et politiques de réforme et d'innovation en éducation secondaire, mais aussi de leur donner la priorité. Cela inclut les mesures suivantes :

- Investir dans la création d'une vision partagée et dans l'adoption des réformes du système qui se concentrent davantage sur les compétences d'emploi en enseignement secondaire et qui répondent aux besoins des jeunes et de leur communauté.
- Permettre la mise en œuvre grâce à des plans viables avec rôles et responsabilités clairs visant des résultats spécifiques, des mécanismes de responsabilité et un financement adéquat.
- Renforcer la capacité des ministères à transformer les intrants en résultats grâce à une plus grande expertise technique et renforcer leur capacité à exploiter et analyser les données et à surmonter les contraintes de l'économie politique.

2. Intégrer aux programmes et aux pédagogies du secondaire les sept compétences clés qu'il est utile de posséder pour répondre aux besoins du marché. Il s'agit plus précisément des mesures suivantes :

- Renforcer les compétences fondamentales en lecture, écriture, calcul et en maîtrise de la langue d'enseignement en y consacrant plus de temps et en ayant recours à des méthodes pédagogiques renforcées ainsi qu'à des classes d'appoint, si nécessaire.
- Développer les compétences du XXI^e siècle par l'apprentissage interactif en groupe, l'apprentissage pratique et le développement du leadership.
- Développer les compétences numériques en renforçant la capacité des enseignants et des élèves à utiliser les technologies numériques et à investir dans du matériel informatique et des logiciels dans les écoles.
- Renforcer les connaissances et compétences en STIM en améliorant la qualité de l'enseignement scientifique, en augmentant le nombre d'activités pratiques de résolution des problèmes et en réduisant les obstacles liés au sexe.
- Élargir les possibilités de développer les compétences techniques et professionnelles pertinentes en proposant des cours d'EFTP dans le parcours général d'éducation secondaire, en s'assurant que ces cours incluent les compétences fondamentales, numériques et du XXI^e siècle et en adaptant les cours techniques et professionnels aux besoins du marché du travail.
- Promouvoir l'entrepreneuriat et les compétences pour réussir au travail grâce à des cours périscolaires et / ou parascolaires, à l'apprentissage pratique et à des cours dans les domaines de la planification et de la gestion des affaires, de l'éducation financière et des compétences pour réussir au travail.
- S'assurer de l'harmonisation entre les réformes des programmes fondées sur les compétences, la pédagogie et les systèmes d'évaluation, notamment en réduisant le nombre d'examen à enjeux élevés, en se concentrant davantage sur l'évaluation des compétences et en menant des évaluations nationales de l'apprentissage pour soutenir les professeurs et les écoles prenant du retard.



Une élève dans une classe du Sénégal par le biais du partenariat de la Mastercard Foundation avec l'Education Development Centre, Inc.

3. Élargir le recrutement et la formation pour combler les manques prévus (10,8 millions d'enseignants dans les écoles secondaires d'ici 2030). Cela nécessitera d'élargir considérablement le recrutement et la formation des enseignants tout en améliorant leurs conditions de travail afin d'attirer de nouveaux candidats compétents et de réduire l'érosion naturelle des effectifs. De plus, les mesures suivantes s'imposent :

- Investir dans une formation initiale de qualité qui transmet aux nouveaux enseignants des contenus thématiques, des compétences pédagogiques et la maîtrise de la langue d'enseignement ainsi qu'une formation pratique supervisée par des enseignants expérimentés.
- Développer des parcours de promotion et de leadership plus solides pour les enseignants particulièrement performants, leur permettant ainsi d'offrir un leadership pédagogique et de guider leurs collègues débutants.
- Établir des programmes de certification pour les enseignants non qualifiés utilisant des approches d'apprentissage en présentiel et à distance.
- Donner la priorité à l'acquisition des compétences numériques pour tous les enseignants.
- Investir dans le renforcement de la capacité des directeurs d'école à fournir un leadership pédagogique.

4. Établir et formaliser d'autres parcours entre éducation non formelle et éducation formelle à l'aide d'une accréditation transférable, afin de stimuler l'accès des jeunes non scolarisés. Les systèmes secondaires doivent être de plus en plus flexibles pour offrir à un grand nombre de jeunes d'autres parcours d'éducation leur permettant de retourner dans l'enseignement formel. Il s'agit plus précisément des mesures suivantes :

- Généraliser les programmes d'éducation et de formation efficaces et équitables, y compris ceux proposés par des acteurs non gouvernementaux, grâce à des liens vers le système d'éducation formel.
- Faciliter le retour à l'école des mères adolescentes.
- Créer un cadre réglementaire efficace pour exploiter le potentiel des acteurs non gouvernementaux afin de développer la prestation d'éducation secondaire, d'EFTP et de services auxiliaires de qualité.
- Créer des stratégies nationales en matière de compétences et / ou des cadres nationaux de certification qui cartographient les formations et certifications disponibles et créent des parcours entre les différents niveaux et types d'éducation et le marché du travail.

5. Créer des parcours entre l'enseignement général de niveau secondaire, l'EFTP et l'enseignement postsecondaire et supérieur. Les gouvernements et les établissements privés devraient créer des procédures d'admission, d'orientation, de transfert de crédit, des programmes de transition et des mécanismes d'équivalence souples qui soient reconnus et accrédités par les autorités compétentes, afin de formaliser les parcours entre l'enseignement général et l'EFTP à tous les niveaux. Des cadres nationaux de certification peuvent également faciliter ce processus.

- 6. Institutionnaliser au sein du gouvernement la capacité d'innover en matière d'éducation.** Au fur et à mesure que les changements sociaux et économiques s'accroissent, et alors qu'un plus grand nombre de jeunes tentent d'accéder à l'éducation secondaire, le besoin d'innovation en éducation s'intensifie. Les ministères de l'Éducation devraient prendre les mesures suivantes :
- Créer des unités d'innovation intégrées qui adoptent une approche continue de tests, d'adaptation et de mise à l'échelle des modèles efficaces, afin que les approches prometteuses puissent être généralisées.
 - Établir des écosystèmes d'innovation en éducation qui intéressent les parties prenantes des secteurs public, privé et à but non lucratif, et encourager le débat critique, où l'échec et l'apprentissage ont leur place.
- 7. Générer de nouvelles ressources substantielles pour l'éducation secondaire grâce à un amalgame de stratégies.** Ces stratégies sont les suivantes :
- Améliorer la mobilisation des ressources nationales.
 - Examiner des mécanismes de financement innovateurs tels que le financement axé sur les résultats s'appuyant sur les contrats à impact social et à impact sur le développement.
 - Mobiliser des ressources supplémentaires issues des secteurs privés et philanthropes.
 - Exploiter l'aide publique au développement de manière plus stratégique.
 - Réduire le coût des transferts de fonds pour dégager des ressources supplémentaires pour l'éducation dans le budget des ménages.
- 8. Compléter les initiatives par l'instauration de l'éducation secondaire gratuite et offrir un système de financement fondé sur un principe d'équité.** Offrir des bourses d'études ou des transferts de fonds aux élèves les plus démunis, plus particulièrement aux filles, pour couvrir leurs frais de transport, leurs frais de pension, l'achat de leur uniforme scolaire, etc. Une stratégie gagnante consiste également à cibler le financement en fonction des régions, des établissements ou des groupes les plus démunis.
- 9. Exploiter plus efficacement les ressources disponibles.** S'il est vrai que l'éducation secondaire souffre d'un manque de ressources, il est possible de tirer meilleur profit des ressources existantes, notamment par les mesures suivantes :
- Améliorer la qualité, le déploiement et l'utilisation des enseignants, et réduire l'absentéisme des enseignants.
 - Résoudre le problème du taux élevé de redoublement et de la fragilité des acquis, en particulier au niveau primaire.
 - Se tourner vers d'autres formes d'enseignement secondaire (notamment en réduisant le nombre d'internats).
 - Améliorer la gestion des systèmes d'éducation.
 - S'assurer que les investissements dans l'enseignement secondaire ne se font pas au détriment de l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire et de la qualité de cette dernière, et contribuer ainsi à rentabiliser les dépenses au secondaire.
- 10. Développer le dialogue intersectoriel.** Créer des mécanismes pour rassembler les parties prenantes du secteur de l'éducation et d'autres acteurs du gouvernement et du marché du travail, tels que les ministères des Finances, du Travail, de la Jeunesse et des TIC, ainsi que les employeurs, associations professionnelles et syndicats, et faciliter le dialogue entre elles. Cela peut contribuer à améliorer la pertinence de l'éducation secondaire et à renforcer un soutien généralisé à sa réforme.



Des élèves fréquentent l'école secondaire en Tanzanie par le biais du partenariat de la Mastercard Foundation avec Fundación Paraguaiaya.

REFERENCES

1. Données démographiques basées sur les dernières données disponibles sur la base de données de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations unies (DAES de l'ONU), consultée en août 2019.
2. Taux brut de scolarisation, pour les deux sexes (en %), enseignement supérieur, Afrique subsaharienne (région avec objectifs de développement durable, ou ODD), s'appuyant sur les dernières données disponibles (2018) de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) consultée en janvier 2020.
3. Nicholas Burnett et Shubha Jayaram, « Innovative Secondary Education For Skills Enhancement: Phase I Synthesis Reports » (Washington, D.C.: Results for Development Institute, 2012) ; consultations de la Mastercard Foundation auprès d'employeurs en Afrique du Sud, au Kenya et en Ouganda ; Omar Arias, David K. Evans et Indhira Santos, *The Skills Balancing Act in Sub-Saharan Africa: Investing in Skills for Productivity, Inclusivity, and Adaptability* (Washington, D.C. : Banque mondiale, 2019).
4. Pour une explication détaillée des compétences relatives à l'acquisition de connaissances, à la responsabilisation et à une participation active à la vie citoyenne, voir : UNICEF, « Life Skills and Citizenship Education », UNICEF Moyen-Orient et Afrique du Nord, page consultée le 23 janvier 2020, <https://www.unicef.org/mena/life-skills-and-citizenship-education>.
5. EIU, « Worldwide Educating for the Future Index 2018: Building Tomorrow's Global Citizens » (Londres : The Economist Intelligence Unit, 2018).
6. ISU, « Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'agenda Éducation 2030 », Bulletin d'information de l'ISU (Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO, octobre 2016).
7. Banque mondiale, « Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation », Rapport sur le développement dans le monde, un rapport phare du groupe de la Banque mondiale (Washington, D.C. : Banque mondiale, 2018) ; Sajitha Bashir et al., « Perspectives : L'école au service de l'apprentissage en Afrique » (Washington, D.C. : Banque mondiale, 2018) ; Moses W. Ngware, Moses Oketch et Maurice Mutisya, « Does Teaching Style Explain Differences in Learner Achievement in Low and High Performing Schools in Kenya? », *International Journal of Educational Development* 36 (2014) : 3-12.
8. Kwame Akyeampong, « Reconceptualised Life Skills in Secondary Education in the African Context: Lessons Learnt from Reforms in Ghana », *International Review of Education* 60, no 2 (2014): 217- 34.
9. Nick Taylor, Roger Deacon et Natasha Robinson, « Secondary Level Teacher Education in Sub-Saharan Africa, Teacher Preparation and Support: Overview Report, Secondary Education in Africa Background Report » (Toronto : Mastercard Foundation, mars 2019) ; Omar Arias, David K. Evans et Indhira Santos, *The Skills Balancing Act in Sub-Saharan Africa: Investing in Skills for Productivity, Inclusivity, and Adaptability* (Washington, D.C. : Banque mondiale, 2019).
10. Nick Taylor et Natasha Robinson, « Secondary Education in Sub-Saharan Africa: Teacher Preparation and Support, Literature Review, Secondary Education in Africa Background Report » (Toronto: Mastercard Foundation, mars 2019).
11. ISU, « New Methodology Shows That 258 Million Children, Adolescents and Youth Are Out of School », bulletin d'information (Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO, septembre 2019).
12. Simon Field et Ava Guez, « Pathways of Progression: Linking Technical and Vocational Education and Training with PostSecondary Education » (Paris: UNESCO, 2018).
13. George Afeti et Ayélé Léa Adubra, « Développement des compétences techniques et professionnelles tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique », synthèse préparée à l'occasion de la Triennale de l'éducation et de la formation en Afrique 2012 de l'ADEA sur le thème Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique, Ouagadougou (Burkina Faso), 12-17 février 2012 (Tunis : Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et Banque africaine de développement (BAD), décembre 2013).
14. Commission pour l'éducation, « Final Results and Discussion of Education Commission Costing Model Projections for Secondary Education in Africa Report, Background Paper for Secondary Education in Africa Report » (Toronto : Mastercard Foundation, mai 2019).
15. 15. Ibid.



Boursiers de la Mastercard Foundation à une convocation de boursiers du secondaire au Rwanda.

À PROPOS DE MASTERCARD FOUNDATION

La Mastercard Foundation collabore avec des organisations visionnaires dans le but d'aider la jeunesse africaine et celle issue des communautés autochtones canadiennes à accéder à des emplois dignes et épanouissants. Comptant parmi les plus grandes fondations privées au monde, elle s'emploie à faire progresser l'éducation et à promouvoir l'inclusion financière en vue de créer un monde plus juste et inclusif. Créée en 2006 par Mastercard, la Fondation opère de manière indépendante sous la gouvernance de son propre conseil d'administration. Pour en savoir plus sur la Fondation, veuillez consulter la page : www.mastercardfdn.org



Secondary Education in Africa:

**PREPARING YOUTH
FOR THE FUTURE
OF WORK**

LEARN MORE:
[www.mastercardfdn.org/
secondary-education-in-Africa](http://www.mastercardfdn.org/secondary-education-in-Africa)